

13 AVRIL 2022 | ASSEMBLÉE CONJONCTURE

**LA LUTTE C'EST
POPULAIRE !**

Rapport d'assemblée

Rapport d'assemblée

Assemblée conjoncture de la TROVEP de Montréal : La lutte c'est populaire !

13 avril 2022 au Centre St-Pierre

À propos de la TROVEP de Montréal

La Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal est un regroupement d'organismes populaires et communautaires autonomes préoccupés par l'avancement de la justice sociale et la défense des droits sociaux. Les membres interviennent dans différents secteurs et ont l'éducation populaire autonome comme pratique commune.

Les assemblées de conjoncture de la TROVEP de Montréal ont pour objectif d'offrir aux organismes communautaires montréalais, aux travailleurs, travailleuses, membres, militants et militantes, un moment de réflexion sur la conjoncture.

Mot d'ouverture

La TROVEP de Montréal reconnaît que la présente assemblée a lieu sur un territoire autochtone qui n'a jamais été cédé. La nation Kanien'kehá:ka est reconnue comme gardienne des terres et des eaux sur lesquelles nous nous rassemblons aujourd'hui.

Tiohtiá:ke (le nom traditionnel de Montréal) est historiquement connu comme un lieu de rassemblement pour de nombreuses Premières Nations, et aujourd'hui, une population autochtone diversifiée, ainsi que d'autres peuples, y réside.

Amanda Vega-Lopez, qui assurera l'animation de l'assemblée, et Julie Corbeil, coordonnatrice de la TROVEP de Montréal, souhaitent la bienvenue à tous et à toutes. Jérémie Dhavernas, du Mouvement Action-Chômage de Montréal, agira comme secrétaire.

L'assemblée conjoncture d'aujourd'hui se veut un espace de discussion et de réflexion sur le rôle de nos organismes dans la transformation sociale. La transformation sociale et la lutte contre les inégalités passent par l'action collective. Nous souhaitons que cette assemblée permette de (re)visiter l'histoire du mouvement communautaire et des luttes populaires, d'aborder les éléments clés de la transformation sociale, de cerner les stratégies du gouvernement et de questionner nos pratiques de lutte.

Perspectives historiques

Histoire du mouvement communautaire

Marie-Jo Bard du *Centre de formation populaire* (CFP) ne pouvant être présente aujourd'hui, l'assemblée visionne la vidéo *Histoire du mouvement communautaire* de Ripostes média. Dans cette vidéo, Pierre Valois et Amélie Lafortune-Lauzon, respectivement ancien formateur et formatrice-accompagnatrice à la vie associative au CFP, présentent l'histoire du mouvement décennie par décennie depuis 1970.

- [Ripostes - L'histoire du communautaire \(YouTube\)](#)

L'éducation populaire autonome, une pratique de transformation sociale

Claude Castonguay, Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF) présente ce point.

L'éducation populaire autonome est une approche qui traverse l'ensemble des activités, projets, luttes de la vie des groupes dont la justice sociale se trouve au cœur de leur mission. Elle permet de prendre conscience collectivement des inégalités et des problèmes sociaux. Afin de voir s'opérer les changements nécessaires face aux injustices structurelles, les personnes opprimées et défavorisées sont au cœur des mobilisations.

- Présentation Powerpoint : [L'éducation populaire autonome, une pratique de transformation sociale \(PDF\)](#)
- Fiche du CPRF : [La justice et la charité \(PDF\)](#)
- Fiche du CPRF : [6 principes de l'ÉPA, 5 éléments de l'engagement social \(PDF\)](#)

Discussion

L'animatrice lance la discussion avec la question suivante : Comment la transformation sociale s'incarne-t-elle dans la vie des groupes ?

Claude Castonguay répond. La transformation sociale doit se faire à l'intérieur des groupes, on doit l'intégrer dans notre vie associative. L'exercice doit débuter par une réflexion sur les structures et le fonctionnement, afin d'inclure davantage les membres. La transformation sociale doit être globale, tout comme l'éducation populaire autonome doit être faite de manière transversale dans l'organisme. Intégrer des pratiques de transformation sociale et d'éducation populaire autonome peut se faire progressivement, car le travail est important et collectif.

L'animatrice poursuit la discussion avec une deuxième question : Depuis des décennies, l'État se désengage du filet social tout en reconnaissant le rôle de transformation sociale des groupes d'action communautaire autonome. Que doit-on en comprendre ?

Pour apporter des éléments de réponse, la vidéo *Réappropriation et désengagement de l'État* de Ripostes Média est présentée à l'assemblée. Dans cette vidéo, Pierre Valois et Amélie Lafortune-Lauzon amènent et présentent leurs constats et réflexions sur cette question.

- [Ripostes - Réappropriation et désengagement de l'État \(YouTube\)](#)

Claude Castonguay complète avec des éléments de réponse. Plus il y a de la reconnaissance, plus le risque de désengagement de l'État et de sous-traitance au mouvement communautaire est grand. On doit donc célébrer un modèle communautaire unique au Québec, mais demeurer vigilant.es. Une transformation de la mission peut s'opérer pour répondre aux exigences des cadres financiers. Un glissement des luttes politiques vers des luttes plus techniques peut se faire et la reddition de compte peut s'avérer énergivore. En résumé, la reconnaissance par l'État est un levier important pour le milieu communautaire, mais attention à l'instrumentalisation de nos actions.

Période d'échanges

L'animatrice ouvre la période d'échanges avec la salle. Nous vous présentons chacune des interventions en résumé.

- Parfois des projets porteurs pour un organisme ou un quartier ne peuvent être financés, lorsqu'ils ne relèvent pas d'un ministère en particulier ou ne s'inscrivent pas dans le plan d'action d'une concertation locale. Le système de ministère d'attache a donc ses limites et peut paradoxalement accroître le besoin à des bailleurs de fonds privés.

Réflexions de Claude Castonguay : lorsqu'on mène un projet, il est bon d'identifier les obstacles et de se donner les moyens de les surmonter. Si le projet ne peut fonctionner, il peut être intéressant, dans un esprit d'éducation populaire autonome, de prendre le temps de faire un post-mortem pour ne pas rester sur un échec et faire progresser l'organisme.

- La mission ne doit pas être dictée par l'extérieur, mais venir de l'intérieur. On ne veut pas fonctionner par projet. Il faut que ça colle à la mission telle que définie par les membres en assemblée générale.

Réflexions de Claude Castonguay : la mission est le nerf de la guerre. On vit depuis plusieurs années une remise en question du financement à la mission vers le financement par projet ou activité. La défense collective des droits (DCD) n'est pas constituée que des moyens concrets, c'est aussi un processus global et la mission protège cet aspect.

- Comment conjuguer service individuel et défense collective des droits ? On peut être vite submergé par les besoins urgents et les demandes individuelles, au détriment de l'action collective.

Réflexions de Claude Castonguay : les besoins sont infinis, attention à l'épuisement. La défense collective se fait avec les membres, le service individuel peut donc être une porte d'entrée. Le mieux est d'articuler le service individuel avec la défense collective des droits afin de répondre à notre mission. L'urgence du service individuel ne doit pas desservir la mission première de l'organisme, c'est un défi !

- L'État ignore le dossier du logement social et de la cherté des logements. On a parfois l'impression que même les manifestations ne convainquent plus.
- Il faut dénoncer les problèmes d'accessibilité à la justice et les lacunes de l'aide juridique. Plus accessible et mieux financée, la justice pourrait réellement être aux personnes pauvres et vulnérables, notamment les aînés.

Réflexions de Claude : Nos leviers deviennent politiques quand on n'a pas de poigne avec le juridique. Quand on ne le vit pas, on croit que le système judiciaire va bien.

PAUSE

Conjoncture politique néolibérale

Valérie Lépine, Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) présente ce point.

L'ABC du néolibéralisme

Le néolibéralisme est fondé sur l'idée fausse qu'il n'y a pas d'autres choix possibles qu'un modèle de société basé sur la croissance économique et qui profite aux riches au détriment des plus pauvres. Pour nous convaincre que ce modèle relève du « gros bon sens » et qu'il est dans le meilleur intérêt de tous et de toutes, les néolibéraux se prétendent neutres, objectifs et détenteurs de la vérité. Ils utilisent différents moyens pour nous en convaincre et ça fonctionne. Pourquoi? Parce qu'ils possèdent des instruments puissants qui leur donnent du pouvoir sur nous : les emplois, la richesse, les ressources, les médias de masse, les experts, etc. Ainsi, ils ont une grande influence sur les décisions du gouvernement.

- Présentation Powerpoint : [L'ABC du néolibéralisme \(Powerpoint\)](#)
- Outil du MÉPACQ : [L'ABC du néolibéralisme \(PDF\)](#)

Les mythes de l'austérité : le quizz

Le gouvernement prétend que l'austérité vise à réduire la dette publique et à atteindre l'équilibre budgétaire (le déficit zéro). Dans les faits, la réduction de la dette et l'atteinte de l'équilibre budgétaire servent de prétexte pour justifier des coupes radicales dans nos services publics et nos programmes sociaux afin d'en favoriser la privatisation.

Assemblée conjoncture du 13 avril : La lutte, c'est populaire!

Document préparatoire

Les gouvernements utilisent des phrases toutes faites pour vendre leurs politiques néolibérales et leurs mesures d'austérité à la population. Comment reconnaître le vrai du faux ?

- Outil du MÉPACQ : [L'austérité : Démystifier le vrai du faux \(PDF\)](#)

En route vers les élections provinciales du 3 octobre

Si elle parvient à se faire élire pour un 2^e mandat, la Coalition avenir Québec (CAQ) pourrait bien prétexter une crise des finances publiques pour poursuivre le désengagement de l'État envers notre filet social. Déjà, ce gouvernement parle d'efficacité et de choix budgétaires difficiles alors que nous faisons face à plusieurs crises (sociale, climatique, économique).

Pour aborder ce point, Valérie Lépine interroge la salle sur les mesures néolibérales de nos gouvernements actuels.

Période d'échange

L'animatrice ouvre la période d'échanges avec la salle. Nous vous présentons chacune des interventions en résumé.

- Lorsqu'on parle de rigueur budgétaire, on ne parle jamais des subventions accordées aux grandes pétrolières...
- Attention au langage managérial. L'argument démagogique de "mettre plus d'argent dans nos poches" ne tient pas la route, tout comme l'expression voulant qu'on crée des partenariats avec les plus pauvres. Les puissants nous imposent leur propre mythologie.
- Derrière tout ceci, deux philosophies s'opposent, soit la recherche du bien commun et la recherche de ses propres intérêts.
- Comment réfléchir au libertarisme et au populisme en lien avec la pensée néolibérale ?
- L'État accentue les inégalités en n'intervenant pas, notamment en santé. On nous promet des nouvelles dépenses, mais elles ne viennent même pas réparer des décennies d'austérité.
- C'est sidérant que les grandes industries qui se voient refuser un projet puissent poursuivre l'État pour les profits non-réalisés. Les ouvriers ne sont jamais payés à la valeur réelle de leur production, car ils sont exploités par les entreprises. Les vrais paresseux sont les plus riches et non les pauvres.
- L'État privatise le système de santé. On sort les services des CLSC pour les envoyer vers les groupes de médecine familiale (GMF) ou cliniques privées. Aussi, le gouvernement veut enlever l'état d'urgence Covid-19, mais garder certaines prérogatives, notamment pour les conditions de travail.

- Le populisme est une conséquence des inégalités grandissantes. Les inégalités sont les premiers signes de la violence d'État. Le néolibéralisme n'est pas réellement du laisser-faire, car l'État décide et agit, mais pas dans le secteur social. Le néolibéralisme profite des moments de crise pour étendre son emprise.
- C'est difficile de mener nos luttes, notamment en logement. La CAQ veut financer les propriétaires privés au lieu de reconduire Accès-Logis. Invitation à se joindre à la manifestation pour le droit au logement qui se tiendra le 24 avril prochain à Verdun.
- Les puissants sont guidés par leurs intérêts, le pouvoir, au service desquels est l'idéologie. La volonté de réduire les pouvoirs du gouvernement, montent les groupes de la population les uns contre les autres. Certains néolibéraux mettent de l'accent sur le revenu minimum garanti (RMG), dans le but de nous enlever tout levier de pouvoir.
- Le gouvernement enfouit des sommes colossales dans le *Fonds des générations*. Avec l'annonce du 500\$ par personne lors du dernier budget provincial, la CAQ rate une occasion de financer nos services publics.
- La question du nationalisme identitaire est une partie intégrante du néolibéralisme. Il est parfois difficile d'en discuter avec nos membres lorsqu'ils et elles adhèrent au discours identitaire et raciste. C'est un défi.

PAUSE-DÎNER

Construire un rapport de force

Julie Corbeil et Louis-Frédéric Verrault-Giroux de la TROVEP de Montréal présentent les 4 étapes pour établir un rapport de force. Ce bloc nous permet d'explorer les intérêts et les pouvoirs divergents entre nos adversaires (le gouvernement, les élites économiques, etc.) et les groupes communautaires ainsi que les étapes pour bâtir notre rapport de force dans l'action collective.

- Matériel d'animation de la TROVEP : [Construire un rapport de force \(Archive Zip\)](#)

Rien ni personne ne peut nous empêcher de poser des questions, de réfléchir et de nous mettre en action pour construire un mouvement de protestation fort et solidaire afin d'imposer notre propre modèle de société basé sur l'égalité, la justice sociale et la solidarité.

Les droits et les acquis sociaux d'aujourd'hui sont les fruits de luttes historiques qui ont fait plier les gouvernements face à nos revendications.

Les ateliers « Entrer en mouvement » et « Des tactiques pour passer à l'action » permettent d'appliquer les 4 étapes de la construction du rapport de force et d'explorer les moyens d'action basés sur les règles tactiques de construction du pouvoir citoyen de Saul Alinsky, un militant et sociologue américain (1909-1972).

Après un sketch interactif, Julie Corbeil et Louis-Frédéric Verrault-Giroux présentent le contenu des deux premières étapes du rapport de force. Le tout se fait sous la forme de questions-réponses avec l'assemblée en identifiant les intérêts et les pouvoirs du mouvement communautaire et de l'État.

ÉTAPE 1 : SE PRÉPARER À ENTRER EN CONFLIT

La toute première chose à faire, bien sûr, c'est d'analyser le problème, notre cause, et choisir des revendications.

Ensuite, il faut identifier notre adversaire : à qui s'adresse nos demandes, qui a le pouvoir de mettre en place nos revendications. C'est essentiel parce que c'est contre notre adversaire qu'on dirige nos moyens de pression. Une fois que c'est fait, on cherche nos alliés : des personnes ou des groupes qui partagent nos préoccupations et peuvent nous appuyer.

On est maintenant prêt à entrer en conflit contre notre adversaire. Dans le sketch, notre adversaire, le gouvernement, ne nous écoute pas. Il faut tirer sur la corde pour le faire bouger, il faut entrer en conflit.

ÉTAPE 2 : ÉLARGIR LE MOUVEMENT

Une fois que notre lutte est lancée, on doit passer à la deuxième étape et élargir notre mouvement. Faut être plus de monde à tirer sur la corde. À la manière d'un virus, nos idées, nos valeurs et nos revendications doivent toucher un nombre grandissant de personnes. Pour être touchées par nos idées, elles doivent d'abord être en contact avec elles. Donc, il faut propager notre message pour développer des alliances.

Atelier 1 - Entrer en mouvement : étapes 1 et 2 du rapport de force

L'assemblée se divise ensuite en ateliers. Chaque atelier doit choisir une revendication à porter. Ça peut être une demande d'actualité, une revendication existante ou quelque chose de nouveau, une demande réaliste ou farfelue ! Chaque atelier doit d'abord identifier son adversaire : à qui s'adresse sa demande, qui a le pouvoir de mettre en place votre revendication? Il doit ensuite imaginer deux façons de propager son message pour trouver des alliés.

Rapport de l'atelier 1

Chaque groupe a nommé un.e porte-parole, qui vient faire un bref rapport à l'assemblée. Pour faciliter la lecture, nous avons regroupé les interventions portant sur le même sujet.

Revendication 1 : Droit au logement

- **Adversaire** : gouvernement provincial, promoteurs, spéculateurs, SHQ, SCHL, OMH, défenseur du droit au logement au fédéral, arrondissements (Andrée Laforest (ministre des Affaires municipales et de l'Habitation))
- **Comment élargir** : contacter les comités logements, tractage, assemblées publiques, aller vers les locataires en déménagement le 1er juillet, se promener dans la ville pour les rencontrer avec des *Mister Freeze*; *Œufs farcis*: parce que la farce a assez duré; occupation d'un terrain vacant, faire un partenariat avec le quartier (culture, communautaire), diffusion de témoignages sur le bénéfice du logement social, diffuser les témoignages des personnes concernées, convaincre les oppositions de tous les paliers de gouvernement, développer un message qui touche les gens qui cherchent un logement social

Revendication 2 : Accès égal à l'eau potable sur le territoire du Québec

- **Adversaire** : les 3 paliers de gouvernement (fédéral, provincial, municipal)
- **Comment élargir**: sensibilisation de la population en général, alerter les médias, obtenir le soutien de personnalités publiques

Revendication 3 : Justice pour les survivantes de violence conjugale

- **Adversaire** : État, système judiciaire
- **Comment élargir** : mobiliser les groupes de femmes, les avocat.es, SPVM, organiser groupes de discussion, campagnes d'affichage dans les rues. Sensibiliser la police, aller devant les tribunaux et faire des actions artistiques, processions funéraires dans les rues

Revendication 4 : Revenu minimum garanti (RMG)

- **Adversaire** : Président du Conseil du trésor du Québec (Sonia Lebel)
- **Élargir** : envoyer des lettres aux partenaires, dont le *Collectif pour un Québec sans pauvreté*, grande campagne sur les réseaux sociaux, vidéos avec témoignages

PAUSE

Après un sketch interactif, Julie Corbeil et Louis-Frédéric Verrault-Giroux présentent le contenu des deux dernières étapes du rapport de force. Le tout se fait sous la forme de questions-réponses avec l'assemblée.

ÉTAPE 3 : MAINTENIR LA PRESSION

Une fois qu'on est entré en conflit, qu'on a élargi le mouvement, vient la 3^e étape : s'assurer de maintenir la pression! L'idée est simple, toutes les actions que nous entreprenons nous donnent souvent l'impression d'une goutte d'eau dans l'océan, mais s'il elles sont nombreuses et persistent dans le temps elles deviennent de plus en plus fortes. L'idée c'est de ne pas lâcher et, surtout, de ne jamais laisser entendre à l'adversaire notre découragement, notre intention de cesser les moyens de pression.

ÉTAPE 4 : DÉSTABILISER L'ADVERSAIRE

On a lancé notre lutte, on a élargi le mouvement, on a maintenu la pression. Il reste une chose à faire pour pousser à bout le gouvernement et faire des gains : le déstabiliser. Prenons l'exemple du moustique : un moustique, c'est fatigant! Plus il nous énerve, plus on s'agite et plus on s'agite, plus il nous énerve. Éventuellement, on est obligé de réagir pour faire cesser les attaques du moustique. On peut appliquer ce principe dans nos campagnes...

On doit être si présent dans l'entourage de notre adversaire qu'on le pousse à s'agiter et à faire des faux pas. Chaque faux pas est une occasion de déstabiliser notre adversaire, il cherchera alors un moyen de faire cesser nos actions incessantes. On peut alors tenter d'entamer des négociations, mais sans cesser nos moyens de pression.

Inspirée par le travail du RÉPAC 03-12, la TROVEP s'est appuyée sur le travail d'Alinsky pour produire 12 cartes tactiques qui nous aideront à passer à l'action dans le 2^e atelier. Le militant et sociologue américain Saul Alinsky s'est appuyé sur son expérience d'organisation populaire pour formuler 13 règles pour les radicaux. Ces règles sont à garder en tête quand on essaie d'établir un rapport de force, en particulier quand vient le moment de maintenir la pression ou de déstabiliser son adversaire.

- Outil de la TROVEP : [12 règles tactiques pour passer à l'action! \(PDF\)](#)

Atelier 2 - Des tactiques pour passer à l'action : étapes 3 et 4 du rapport de force

L'assemblée se divise ensuite en ateliers, identiques aux précédents. Trois cartes tactiques parmi les 12 présentées sont distribuées à chaque atelier, afin de mettre en œuvre les étapes 3 et 4 de la construction du rapport de force. Chaque atelier doit choisir une carte parmi les 3 cartes leur a été distribuées pour faire avancer la revendication de l'atelier 1. Il doit imaginer une action pour augmenter la pression ou déstabiliser son adversaire.

Rapport de l'atelier 2

Les groupes ont choisi les cartes tactiques suivantes et expliquent le détail de leur stratégie. Chaque groupe a nommé un.e porte-parole, qui vient faire un bref rapport à l'assemblée. Pour faciliter la lecture, nous avons regroupé les interventions portant sur le même sujet.

[Assemblée conjoncture du 13 avril : La lutte, c'est populaire!](#)

Revendication 1 : Droit au logement

Carte tactique : **Sous pression** - Maintenez la pression par différentes tactiques ou opérations afin de provoquer des réactions.

- Cibler le premier ministre Legault, exploiter sa gaffe sur le loyer à 500\$, flash-mobs, campagne sur Twitter, se déguiser en dinosaure et écraser les gens comme dans Godzilla, campagne de fax pour des logements à 500\$, action surprise pendant événement des élu.es, lien entre le loyer à 500\$ et le 500\$ par personne annoncé dans le dernier budget, fausse invitation pour une crémaillère pour un logement à 500\$

Carte tactique : **La mouffette** - La menace effraie généralement davantage que l'action elle-même.

- Effrayer les nouveaux acheteurs de condos, recruter des enfants qui font de l'impro en étant sales et pauvres pour dire aux acheteurs qu'ils détruisent leur vie, leur quartier, envoyer ce groupe d'enfants à l'Assemblée nationale

Carte tactique : **C'est personnel !** - Il faut choisir sa cible et se concentrer sur elle : figez-la, personnalisez-la, isolez-la.

- Viser la boutique de matériel de cuisine de la ministre Laforest. Utiliser son site web pour harceler le service à la clientèle, parler de leurs produits et aller vers le logement. Est-ce que vos économes servent à économiser sur le loyer ? Quelle couleur de nappe va mieux avec une rénovation ?

Carte tactique : **La peur** - Sortez du champ d'expérience de l'adversaire chaque fois que c'est possible.

- Sortir du champ d'expérience de nos adversaires. Parler du vécu des personnes ordinaires. Campagne avec des témoignages avec des œuvres artistiques, pancartes à amener dans les manifs, à l'Assemblée nationale et où sont les politicien.nes

Carte tactique : **Du plaisir !** - Une tactique n'est bonne que si vos troupes ont du plaisir à l'appliquer. L'ennui est l'ennemi de la mobilisation.

- Campagne de promotion de la vente, Qui est l'agresseur ? Miroir où le vendeur voit son propre visage. Atelier où des gens dessinent des maisons en carton et les portes sur les terrains des politiciens, qui doivent écarter ces cartons pour entrer chez eux. Aller à l'arrondissement déguisé.es en promoteurs pour vanter le travail de l'arrondissement

Revendication 2 : Accès égal à l'eau potable sur le territoire du Québec.

Carte tactique : **Du plaisir !** - Une tactique n'est bonne que si vos troupes ont du plaisir à l'appliquer. L'ennui est l'ennemi de la mobilisation.

- Organiser une tournée de l'eau avec spectacles qui se déplacerait de région en région tout l'été pour sensibiliser les gens partout au Québec. Ludique.

Revendication 3 : Justice pour les survivantes de violence conjugale

Carte tactique : **Miroir, miroir**- Piégez votre adversaire avec ses propres règles et principes.

- Visibiliser le mouvement, organiser des patrouilles non-mixtes dans les rues, créer une ligne de dénonciation, d'aide et d'écoute

Revendication 4 : Revenu minimum garanti (RMG)

Carte tactique : **Du plaisir !** - Une tactique n'est bonne que si vos troupes ont du plaisir à l'appliquer. L'ennui est l'ennemi de la mobilisation.

- Aller chercher l'aide des cliniques d'impôts et envoyer des faux rapports d'impôt correspondant au RMG

Carte tactique : **La peur** - Sortez du champ d'expérience de l'adversaire chaque fois que c'est possible.

- Produire de faux billets d'argent avec le visage de Sonia Lebel, Commission Lebel : remixer des extraits de la Commission Charbonneau avec son témoignage sur le RMG, faire une émission de télé parodique : la Casa de Lebel, faux cambriolage avec Sonia Lebel

Carte tactique : **Sous pression** - Maintenez la pression par différentes tactiques ou opérations afin de provoquer des réactions.

- Envoyer du petit change au Conseil du trésor dans des gros sacs avec des signes de piasses, inonder de *cennes noires* le Conseil du Trésor.

Conclusion

Après un sketch interactif intitulé *Faire des gains*, Louis-Frédéric Verrault-Giroux présente la conclusion de la journée. Grâce au rapport de force, on peut faire des gains. On en a eu un aperçu ce matin dans le bloc Perspectives historiques. L'histoire du mouvement communautaire est jalonnée de gains et d'avancées sociales, menée à force de luttes.

Quand nos intérêts divergent de ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique, établir un rapport de force contre ces instances/systèmes est un moyen pour transformer la société. Et, comme on l'a vu dans le bloc sur la conjoncture néolibérale, leurs intérêts divergent clairement

des nôtres ! Mais c'est un travail de longue haleine, toujours à recommencer. C'est possible qu'un rapport de force s'effondre. Mais les problèmes sont encore là. On est encore là pour dénoncer et militer pour la justice sociale, le respect des droits. Autrement dit, les éléments dont on a besoin pour reconstruire le rapport de force sont toujours là. Ce n'est jamais terminé !

Mot de la fin

Julie Corbeil annonce les mobilisations et événements à venir dans les prochaines semaines et remercie tout le monde pour cette assemblée conjoncture pleine de réflexion, de partage et d'enthousiasme. Amanda Vega-Lopez, animatrice de la journée, déclare la fin de l'assemblée. À l'année prochaine !